



MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministères sociaux
DIRECTION DE LA RECHERCHE DES
ETUDES DE L'EVALUATION ET DES STA

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents pour la réalisation d'études qualitatives par entretiens semi-directifs 2025-2029 relatives à la Complémentaire santé solidaire

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°

PRA006918

SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE	4
3. PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	6
4. EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
5. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	12
6. DISPOSITIONS DIVERSES	14
7. DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	19

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Réalisation d'études qualitatives 2025-2029 relatives à la Complémentaire santé solidaire
 Acheteur	Ministères sociaux
 Type de contrat	Accord-cadre multi attributaire à marchés subséquents à la survenance du besoin.
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	France métropolitaine
 Durée	48 mois
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	OUI
 Forme des prix	Révisable
 Nature des prix	Prix forfaitaires





PREAMBULE :

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'inscrit dans le cadre d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

Un accord-cadre multi-attributaire est un contrat conclu entre un pouvoir adjudicateur et plusieurs opérateurs économiques, ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés à passer au cours d'une période donnée. Il vise à sélectionner plusieurs titulaires, afin de garantir la disponibilité et la diversité des prestations, tout en favorisant la concurrence lors de l'attribution des marchés subséquents.

Dans le cadre de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront attribués ultérieurement, au fur et à mesure de la survenance des besoins du pouvoir adjudicateur. Chaque marché subséquent fera l'objet d'une mise en concurrence et précisera les prestations à réaliser, leurs modalités d'exécution, ainsi que les conditions financières applicables. Les titulaires de l'accord-cadre seront consultés selon les modalités définies au CCAP et au règlement de la consultation, et seront invités à remettre une offre pour chaque marché subséquent.

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre multi attributaires à marchés subséquents à la survenance du besoin passé en appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

- **2.1 Objet de l'accord-cadre :**

L'accord-cadre a pour objet la réalisation d'études qualitatives par entretiens semi-directifs 2025-2029 relatives à la Complémentaire santé solidaire.

- **2.2 Bénéficiaire de l'accord-cadre :**

Le bénéficiaire de l'accord-cadre est la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) de l'administration centrale des ministères sociaux et la DSS (Direction de la sécurité sociale).

- **2.3 Allotissement :**

Sans objet. Le marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

- **2.4 Forme et étendue de l'Accord-cadre**

Le présent Accord-cadre est multi-attributaire et s'exécute par la conclusion de marchés subséquents à la survenance du besoin.

L'accord-cadre comporte au maximum 6 Titulaires.

- **2.5 Montant estimatif de l'Accord-cadre**

L'accord-cadre est estimé à 400 000 euros TTC sur sa durée totale. L'accord-cadre est passé avec un montant minimum de 100 000 euros TTC et avec un montant maximal de 850 000 euros TTC sur sa durée totale.

- **2.6 Durée de l'accord cadre - reconductions**

L'Accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois ferme (première période contractuelle). La durée de l'Accord-cadre court à compter de sa date de notification

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite 2 fois par période de 12 mois (deuxième et troisième périodes contractuelles).

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision aux Titulaires avant la date de fin de validité de l'Accord-cadre avec un préavis minimum de 2 mois. Dans l'hypothèse où l'Accord-cadre ne serait pas reconduit, les marchés subséquents qui ne seraient pas entièrement exécutés à l'expiration de la validité de l'accord-cadre s'exécuteront jusqu'à leur terme sous réserve que leur durée ait été prévue conformément à l'obligation d'une remise en concurrence périodique

- **2.7 Lieu d'exécution :**

Le lieu d'exécution des prestations est la France Métropolitaine (Corse comprise).

- **2.8 Pièces contractuelles :**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière la DPGF (Décomposition du prix global forfaitaire) ;
- le présent CCAP ;
- le CCTP et son annexe le cadre de réponse technique (CRT) ;
- le CCAG Prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire.

- **2.9 Régime Financier :**

- **2.9.1 Forme et contenu des prix de l'Accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu à prix forfaitaire.

Les prix sont définitifs et révisables. Ils ne sont pas actualisables. Seuls les prix plafonds définis par l'accord-cadre sont révisables.

Les prix forfaitaires de l'Accord-cadre figurent dans la Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés complets et ils incluent notamment :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel et toutes les réunions auxquelles le Titulaire est convié, qu'elles soient mentionnées ou non dans les documents contractuels ; - les frais de transport, d'hébergement et de restauration.

- **2.9.2 Etablissement des prix plafonds de l'Accord-cadre**

Les prix forfaitaires de l'Accord-cadre, exécuté par marchés subséquents à la survenance du besoin, constituent des prix plafonds.

Lors des remises en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, les prix proposés pour le marché seront inférieurs ou égaux aux prix plafonds. Une offre déposée supérieure aux prix plafonds sera éliminée.

- **2.9.3 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

- **2.9.4 TVA**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

- **2.9.5 Prix de l'accord-cadre**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix plafonds de l'accord-cadre sont révisables à effet de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,20 + 0,80(S/S_0))$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

S = valeur du dernier indice définitif connu le 1er du mois précédant la révision

S₀ = valeur de l'indice définitif du mois d'établissement des prix

(le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur)

Indice retenu : indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques 010766644

Source : insee.fr/fr/statistiques/serie/010766644

Pour les calculs intermédiaires et finaux, le nombre de décimales après la virgule à prendre en compte est fixé à 2, la dernière décimale étant arrondie à la valeur inférieure si le dernier chiffre obtenu est compris entre 0 et 4, et à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9.

Pour faire valoir la présente clause, en application de la formule ci-dessus, le Titulaire envoie par courrier ou par messagerie à l'Administration, au moins un (1) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre les éléments retenus pour la révision des prix (références de l'indice pris en compte) et calcule les nouveaux prix applicables.

L'Administration, après vérification de la bonne application de la formule de révision, notifie par écrit avec accusé de réception le montant forfaitaire du marché.

Dans l'hypothèse où l'administration est en désaccord avec le titulaire sur les nouveaux prix applicables, les parties au présent contrat s'engagent à se réunir afin de s'entendre sur les difficultés rencontrées. En tout état de cause, le titulaire est tenu de poursuivre l'exécution du marché pendant la totalité de la durée des débats. Pendant cette période, les prix applicables aux prestations réalisées sont ceux de l'année n-1. Après accord entre les parties, l'administration notifie par écrit avec accusé de réception l'annexe financière. Celle-ci rentre en vigueur à la date de réception par le titulaire de la notification.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché ne transmet pas à l'administration les nouveaux prix applicables avant le mois précédent la date d'anniversaire du marché, aucune révision n'est appliquée pour la période considérée.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul de l'indice les formalités suivantes sont appliquées :

- 1) Dans le cas où une ancienne série est prolongée par une série correspondante (nouvelle) et un coefficient de raccordement publiés par l'Insee quand la série correspondante est unique : l'information du comptable suffit.
- 2) En revanche, quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, le choix de la série correspondante doit faire l'objet d'un avenant, sauf si en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index n'est pas substantiellement modifié.
- 3) Si l'objet du marché justifie l'utilisation de plus d'un index dans la nouvelle série par rapport à la série ancienne, un avenant est également nécessaire.

Clause de sauvegarde :

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la révision des prix lorsque l'augmentation issue de l'application de la formule de révision des prix est supérieure à 3 % par an.

● **2.10 Pilotage de l'Accord-cadre**

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, des réunions sont mises en place entre l'Acheteur et le Titulaire.

● **Réunions de lancement :**

L'Acheteur, à la notification de l'Accord-cadre se réserve le droit de mettre en œuvre une réunion de démarrage avec les titulaires de l'accord-cadre.

● **Autres réunions**

L'Acheteur se réserve le droit de mettre en œuvre au cours de l'exécution de l'Accord-cadre toute réunion qui serait rendue nécessaire pour le suivi et la bonne exécution de l'Accord-cadre ou des marchés subséquents. En cas de problèmes récurrents dans l'exécution des prestations, l'Acheteur ou le Titulaire, sur demande motivée et écrite, peuvent convenir de se rencontrer pour solutionner au mieux les problèmes survenus.

● **2.11 Représentations**

● **Représentation de l'acheteur**

En application de l'article 3.3 du CCAG-PI, dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins

de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

• Représentation du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG-PI, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

• 2.12 Equipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

En cas de changement d'un membre de l'équipe, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
 - proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 30 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 8 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Le remplacement d'un membre de l'équipe sans acceptation préalable de l'acheteur expose le titulaire aux pénalités prévues à l'article 4.6.2.

• 2.13 Résiliation de l'Accord-cadre

L'accord cadre peut être résilié dans les conditions prévues aux articles 37 (pour événements extérieurs au marché), 38 (pour événements liés au marché), 39 (pour faute du titulaire) et 40 (pour motif d'intérêt général) du CCAG-PI.

Dans le cas d'une résiliation pour faute, celle-ci ne vaut qu'à l'égard du titulaire fautif de telle sorte que l'accord-cadre continue à être exécuté avec les autres titulaires.

Dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, la résiliation vaut pour l'ensemble des titulaires.

La résiliation de l'accord-cadre n'affecte pas la validité des marchés subséquents notifiés

antérieurement à la date d'effet de la résiliation, lesquels continuent à produire leurs effets jusqu'à leur terme, sauf stipulation contraire expresse dans la décision de résiliation.

La résiliation est opérée par tout moyen écrit permettant de donner une date certaine à la réception du courrier par le ou les titulaires concernés.

- **2.14 Eviction temporaire d'un Titulaire de l'accord-cadre**

Sans objet.

3 PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

- **3.1 Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme de marché public à prix forfaitaire.

- **3.2 Délais d'exécution et durée des marchés subséquents**

Les marchés subséquents peuvent être conclus à tout moment de la durée de validité de l'Accord-cadre jusqu'à son dernier jour. Les marchés subséquents sont passés pour la réalisation d'une étude donnée.

La durée court à partir de la date de notification du marché subséquent. Les marchés subséquents qui ne seraient pas entièrement exécutés à l'expiration de la validité de l'accord-cadre s'exécuteront jusqu'à leur terme sous réserve que leur durée ait été prévue conformément à l'obligation d'une remise en concurrence périodique

- **3.3 Reconduction des marchés subséquents**

Les marchés subséquents ne sont pas reconductibles.

- **3.4 Passation et conclusion des marchés subséquents**

- **3.4.1 Mise en concurrence**

A chaque survenance du besoin, les titulaires de l'accord-cadre sont mis en concurrence.

Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis aux Titulaires de l'Accord-cadre. Les modalités de remise en concurrence et de remise des offres sont fixées dans la lettre de consultation.

Le dossier de consultation de chaque marché subséquent comporte à minima :

- la lettre d'invitation à remettre une offre indiquant notamment : le montant estimé des prestations ; la date et l'heure maximum de remise des offres ; les critères d'attribution du marché subséquent et leur pondération ;
- le Cahier des clauses particulières (CCP) ;
- la Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- le Cadre de réponse technique.

- **3.4.2 Délai de validité des offres remises lors d'une consultation**

Le délai de validité des offres présentées lors d'une consultation est fixé à 3 mois maximum à compter de la date limite de réception des offres. Elle est précisée par la lettre d'invitation.

- **3.4.3 Obligation de réponse à un marché subséquent**

Le Titulaire de l'Accord-cadre peut ne pas soumettre d'offre. Dans ce cas il informe et expose les motifs de sa décision à l'Acheteur dans un délai de 8 jours à compter de la réception de la lettre d'invitation.

- **3.4.4 Délai de remise des offres à un marché subséquent**

Le délai de remise des offres est précisé à chaque consultation dans la lettre d'invitation et tient compte des contraintes des titulaires de l'accord-cadre et de la complexité de la demande, et ne peut être inférieur à 3 semaines.

- **3.4.5 Contenu de l'offre du titulaire**

Le contenu de l'offre du Titulaire est indiqué dans la lettre d'invitation.

- **3.4.6 Attribution des marchés subséquents**

Le marché subséquent est attribué au Titulaire de l'Accord-cadre présentant l'offre répondant au mieux aux critères d'attribution indiqués dans la lettre d'invitation et étant la plus avantageuse économiquement. Les critères ci-dessous sont exprimés en fourchette de pondération. Lors de chaque remise en concurrence, l'acheteur fixera le pourcentage de chacun des critères, dans la limite de la fourchette définie.

Les critères de notation des marchés subséquents sont les suivants :

Valeur technique de l'offre (fourchette de pondération de 50 % à 70 %)

Prix des prestations proposées (fourchette de pondération 30 % à 50 %)

La somme des pondérations est égale à 100%.

- **3.5 Exécution des marchés subséquents**

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu,

la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG-PI.

Le délai de report d'exécution des prestations ne peut concerner que la remise des livrables.

● 3.6 Prix des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Les prix plafonds de l'accord-cadre sont révisables à effet de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,20 + 0,80(S/S_0))$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

S = valeur du dernier indice définitif connu le 1^{er} du mois précédant la révision

S₀ = valeur de l'indice définitif du mois d'établissement des prix

(le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur)

Indice retenu : indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques 010766644

Source : insee.fr/fr/statistiques/serie/010766644

Pour les calculs intermédiaires et finaux, le nombre de décimales après la virgule à prendre en compte est fixé à 2, la dernière décimale étant arrondie à la valeur inférieure si le dernier chiffre obtenu est compris entre 0 et 4, et à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9.

Pour faire valoir la présente clause, en application de la formule ci-dessus, le Titulaire envoie par courrier ou par messagerie à l'Administration, au moins un (1) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre les éléments retenus pour la révision des prix (références de l'indice pris en compte) et calcule les nouveaux prix applicables.

L'Administration, après vérification de la bonne application de la formule de révision, notifie par écrit avec accusé de réception le montant forfaitaire du marché.

Dans l'hypothèse où l'administration est en désaccord avec le titulaire sur les nouveaux prix applicables, les parties au présent contrat s'engagent à se réunir afin de s'entendre sur les difficultés rencontrées. En tout état de cause, le titulaire est tenu de poursuivre l'exécution du marché pendant la totalité de la durée des débats. Pendant cette période, les prix applicables aux prestations réalisées sont ceux de l'année n-1. Après accord entre les parties, l'administration notifie par écrit avec accusé de réception l'annexe financière. Celle-ci rentre en vigueur à la date de réception par le titulaire de la notification.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché ne transmet pas à l'administration les nouveaux prix applicables avant le mois précédent la date d'anniversaire du marché, aucune révision n'est appliquée pour la période considérée.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul de l'indice les formalités suivantes sont appliquées :

- 1) Dans le cas où une ancienne série est prolongée par une série correspondante (nouvelle) et un

coefficient de raccordement publiés par l'Insee quand la série correspondante est unique : l'information du comptable suffit.

- 2) En revanche, quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, le choix de la série correspondante doit faire l'objet d'un avenant, sauf si en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index n'est pas substantiellement modifié.

- 3) Si l'objet du marché justifie l'utilisation de plus d'un index dans la nouvelle série par rapport à la série ancienne, un avenant est également nécessaire.

Clause de sauvegarde :

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la révision des prix lorsque l'augmentation issue de l'application de la formule de révision des prix est supérieure à 3 % par an.

• 3.7 Résiliation des marchés subséquents

Les marchés subséquents peuvent être résiliés dans les conditions prévues aux articles 37 (pour événements extérieurs au marché), 38 (pour événements liés au marché), 39 (pour faute du titulaire) et 40 (pour motif d'intérêt général) du CCAG-PI.

La résiliation d'un marché subséquent n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre ni des autres marchés subséquents en cours.

La résiliation est opérée par tout moyen écrit permettant de donner une date certaine à la réception du courrier par le ou titulaire concerné.

La résiliation d'un marché subséquent n'emporte pas exclusion du titulaire concerné des procédures de remise en concurrence postérieures à cette résiliation.

4. EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

• 4.1 Conditions particulières d'exécution

4.11 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

4.12 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet

ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

● 4.2 Obligation de conseil et d'alerte

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil et d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

● 4.3 Obligation de respect des données à caractère personnel -RGPD

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD), est la DREES, pouvoir adjudicateur (ou acheteur), et le sous-traitant est le Titulaire du marché.

4.3.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL

Le Titulaire du marché doit traiter pour le compte de la DREES, en conformité avec le RGPD, les données à caractère personnel définies ci-après, dans le cadre de l'ensemble des opérations nécessaires pour la réalisation des prestations objet du marché.

La finalité du traitement est de produire une étude qualitative sur le rapport à la santé, à la couverture santé et à la Complémentaire santé solidaire (C2S).

Les données à caractère personnel traitées sont :

- des données d'état civil ;
- des données relatives à la vie personnelle ;
- des données d'ordre économique et de santé.

4.3.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-À-VIS DE L'ACHETEUR

Le Titulaire du marché doit notamment :

- a) traiter les données conformément au RGPD, et, pour la ou les seule(s) finalité(s) définie(s) au 1) ci-dessus ;
- b) traiter les données conformément aux pièces contractuelles du marché. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
- c) garantir la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;

d) veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

e) prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception.

4.3.3. SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT

Le Titulaire ne peut faire appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, sans l'autorisation préalable et spécifique de la DREES. Dans ce cas, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles fixées dans le marché, entre le responsable du traitement et le Titulaire, s'imposent à ce sous-traitant. Le Titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de ses sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, téléchargeable sur www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat) ou tout autre document équivalent.

4.4. DROIT D'INFORMATION ET DROIT D'ACCÈS DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LE TRAITEMENT :

Il appartient au Titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur. Pendant toute la durée du marché, le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, avec son accord, et dans les délais prévus par le RGPD aux personnes concernées en cas de demande d'exercice de leurs droits.

4.3.5. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNE

a) Dès qu'il en a connaissance, le Titulaire informe l'acheteur, par courriel, toute violation de données à caractère personnel. Cette notification comporte :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel.

b) Cette information est donnée à l'acheteur dans les meilleurs délais afin qu'il puisse dans les 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, notifier, cette violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

À cette fin le Titulaire doit au moins décrire les mesures prises ou qu'il propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Sur accord écrit de l'acheteur, le Titulaire notifie, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. Cette notification à la personne concernée, établie à partir des éléments transmis par le Titulaire à l'acheteur, et validés par ce dernier, décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et les mesures envisagées ou prises pour y remédier, le cas échéant.

4.3.6. AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS

En cas de demande, le Titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation d'audits ;
- à la réception d'un contrôle par la CNIL.

4.3.7. MESURES DE SÉCURITÉ

En fonction des besoins, le Titulaire met en œuvre des mesures de sécurité adaptées aux risques, telles que :

- a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- b) les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- c) les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- d) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.3.8. SORT DES DONNÉES

Au terme du présent marché, le Titulaire détruira toutes les données à caractère personnel qu'il a utilisées et conservées dans le cadre du marché.

4.3.9. DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES DU TITULAIRE

Si le Titulaire a désigné un délégué à la protection des données conformément à l'article 37 du RGPD, ou, à défaut, un point de contact dédié à ces questions, il communique à l'acheteur son identité et ses coordonnées :

4.3.10. REGISTRE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- a) le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

- b) les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- c) le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- d) dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins mentionnés au 7) du présent article 8.

4.3.11. DOCUMENTATION

Le Titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

• 4.4 Obligation de l'administration

L'administration fournit au titulaire toutes informations, coordonnées et documentations nécessaires à l'accomplissement des prestations attendues, dans le respect des règles relatives à la gestion des données personnelles telles qu'elles sont précisées au CCAP.

• 4.5 Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les livrables conformément aux spécifications du cahier des charges.

Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Il est fait application des articles 28 et 29 du CCAG PI.

4.5.1 Opération de vérifications effectuées par l'Administration

Il est fait application de l'article 28 du CCAG PI. Les manquements aux stipulations constatées seront répertoriés chaque jour et transmis par courriel au représentant du titulaire.

La compétence du personnel dédié au marché sera régulièrement vérifiée par des contrôles de connaissances et des mises en situation pouvant être programmées ou inopinées.

Si l'Administration constate lors de ses contrôles que les livrables ne sont pas conformes aux stipulations du marché, elle appliquera les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Le titulaire devra alors remédier immédiatement aux défaillances constatées (sauf cas exceptionnel avec l'accord de l'Administration).

4.5.2 Modalités d'admission des livrables

Il est fait application de l'article 29 du CCAG-PI.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend, dans le délai prévu à l'article 28.2 du CCAG-PI, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 28.2 du CCAG-PI, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

L'acheteur prononce l'admission des livrables, s'ils répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Lorsque l'acheteur estime que les livrables ne peuvent être admis que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des livrables par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les livrables mis au point et lui indique le délai maximal associé.

Lorsque l'acheteur estime que des livrables, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admis en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

Lorsque l'acheteur estime que les livrables ne peuvent être admis en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Cet article déroge à l'article 29 du CCAG-PI concernant le délai octroyé au titulaire en cas d'ajournement pour présenter à l'acheteur les livrables mis au point.

• 4.6 Pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit sauf stipulation contraire spécifique et ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités sera déduit de la facture des prestations régulières sur la facture HT du mois suivant celui au cours duquel la mauvaise exécution aura été constatée. La TVA ne s'applique pas sur les pénalités et ces dernières sont cumulables.

4.6.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les pénalités relatives à l'exécution des prestations des marchés subséquents sont indiquées dans les cahiers des clauses particulières des marchés subséquents concernés.

La responsabilité du titulaire ne saurait être engagée en cas de défaillance qui ne lui serait pas imputable (force majeure) ou de retard imputable à l'administration.

4.6.2 Autres pénalités

Type de pénalité	Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
Pénalités liées au RGPD et au traitement des données à caractères personnel et secret d'affaires	Non-respect des obligations prévues à l'article 4.3 du CCAP relatives au traitement des données à caractère personnel	Il pourra être appliqué au titulaire une pénalité égale à 500

		euros par obligation non respectée.
	A défaut d'avoir produit le contrat de sous-traitance à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur	Le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 100 du montant hors TVA du montant du prix concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.
Pénalités relatives à la déclaration de sous-traitance	Non-respect des obligations prévues à l'article 6.3 du CCAP relatives à la déclaration de sous-traitance	Il pourra être appliqué une pénalité de 1000 euros par constatation.
Pénalités pour absence de remplacement d'un intervenant	Non-respect des obligations prévues à l'article 2.12 et 4.12 du CCAP	Il pourra être appliqué une pénalité de 1000 euros par constatation.
Pénalités pour remplacement d'un intervenant sans validation préalable de l'acheteur	Non-respect des obligations prévues à l'article 2.12 et 4.12 du CCAP	Il pourra être appliqué une pénalité de 1000 euros par constatation.
Pénalités pour retard pour la remise du guide d'entretien, du protocole d'enquête et de la note de cadrage	Délai de remise des livrables dépassé (cf article 3.4 du CCTP)	Il pourra être appliqué une pénalité de 30 euros par jour de retard.
Pénalités pour retard pour la remise du rapport final et de la synthèse	Délai de remise des livrables dépassé (délai indiqué dans le cahier des clauses particulières de chaque marché subséquent)	Il pourra être appliqué une pénalité de 50 euros par jour de retard.

4.6.3 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 10% du montant de chaque marché subséquent.

4.6.4 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'en apprécier l'étendue lorsque les pénalités dues sont manifestement excessives au regard de l'équilibre économique du contrat et, le cas échéant, de les moduler.

5. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

• 5.1 Répartition des paiements

5.1.1 Avances

L'administration opte pour l'option A de l'article 11.1 du CCAG de référence.

Le taux de l'avance est fixé à 30% pour les PME et à 20% pour les autres entreprises. L'avance peut être versée pour tout marché subséquent supérieur à 50 000 € HT sous réserve que leur durée excède 2 mois.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11, R.2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique

5.1.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

Cette périodicité peut être ramenée à un mois à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article R2191-22 du code de la commande publique.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R2191-20 et suivants du code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution peuvent donner lieu au versement d'un ou de plusieurs acomptes. Le montant de chaque acompte doit correspondre à des prestations effectivement réalisées et réceptionnées. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

• 5.2 Retenue de garantie, cautionnement, cession et nantissement de créances

- Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

- Cession et nantissement de créances

Le marché subséquent peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- arrêté du 28 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

● 5.3 Intérêts moratoires

● 5.3.1 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

● 5.4 Modalités de facturation

Le paiement des acomptes et du solde est effectué sur présentation d'une facture après émission d'une attestation de service fait par l'Acheteur et, sauf mention contraire, d'un procès-verbal d'admission. La facture fait apparaître le nombre et le prix total des prestations à prix unitaires terminées à date ainsi que le nombre, le type et les montants des prestations unitaires y compris, le cas échéant, les prestations supplémentaires éventuelles.

Le cas échéant, le fournisseur devra procéder au remboursement des sommes trop versées qui pourraient être identifiées postérieurement au paiement par compensation sur les facturations postérieures (en mentionnant dans le détail de facturation le trop versé restitué) ou par paiement d'un titre de perception à hauteur des montants trop perçus au cours de l'année.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent notamment **les mentions suivantes** :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- la référence du marché (numéro d'engagement juridique du marché + celui du bon de commande annuel) ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire hors taxe de la prestation réalisée ;
- le numéro d'engagement juridique

Sont applicables **les taux de TVA** en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

● 5.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins :

- soit de déposer ses factures sur le portail ;
- soit de saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique> « nous contacter »

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée aux fournisseurs concernés (micro entreprises) d'adresser leurs factures par courrier.

Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

Ministère du travail, de la santé et des solidarités
Service facturier
14 avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux (14, avenue Duquesne- 75350 PARIS 07 SP) :

stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr

batiste.herland@cbcm.social.gouv.fr

6 DISPOSITIONS DIVERSES

• 6.1 Forme des notifications et des informations

En vertu de l'article 3.1 du CCAG-PI, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

• 6.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

• 6.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations et des prestations essentielles du marché est interdite.

Les prestations essentielles, ne pouvant pas être sous-traitées, sont les suivantes :

- La constitution de l'échantillon d'enquêtés ;
- L'élaboration du guide d'entretien ;
- La réalisation des entretiens semi-directifs d'au moins 45 minutes ;
- L'analyse du matériau qualitatif collecté à l'aide des entretiens ;

- La rédaction des résultats (livrables intermédiaires, rapport final et synthèse).

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent

(téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande et ce dans un délai de 15 jours à compter de la demande faite par l'acheteur par mise en demeure.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

• 6.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

• 6.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

● 6.6 Résiliation

L'accord-cadre ou les marchés subséquents sont résiliés conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général et par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation fondée sur les dépenses qu'il a engagées pour l'exécution de l'accord-cadre et qui n'auraient pas été prises en compte dans le montant des prestations payées. Le montant de l'indemnisation est fixé à 5% du montant annuel HT de la part forfaitaire.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de la réception des résultats concernés et de leur paiement.

● 6.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de manquement au principe de continuité de service, l'administration se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

En effet, en cas de défaillance du titulaire ne relevant pas d'un cas de force majeure, après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans un délai de 48 heures, le pouvoir adjudicateur peut faire assurer le service aux frais du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

En cas de manquements répétés, l'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

● 6.8 Litiges et contentieux

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable.

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG PI.

La loi française est seule applicable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Paris.

● 6.9 Modifications de l'accord-cadre

6.9.1 Clause de réexamen et modification ne nécessitant pas la conclusion d'un avenant

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision des prix,
- L'évolution de la fiscalité,
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision du pouvoir adjudicateur notamment par un certificat administratif.

6.9.2 Modifications de l'accord-cadre nécessitant la conclusion d'un avenant

Les cas exposés ci-dessous rendent obligatoire la conclusion d'un avenant.

- ➔ Modifications affectant le titulaire ou son activité : Le titulaire doit obligatoirement notifier au pouvoir adjudicateur toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant. La cession des marchés subséquents sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur est interdite.
- ➔ Transfert : Si les marchés subséquents doivent être transférés à un nouveau titulaire en raison de l'évolution de son activité économique (cession d'activité à un nouvel opérateur économique ou en cas de défaillance du titulaire rendant nécessaire la reprise du contrat par un autre opérateur économique), un avenant doit être conclu.
- ➔ Lorsque le titulaire du marché subséquent est susceptible de modifier son offre technique en cours d'exécution par suite d'un changement de matériels ou équipes affectés à la réalisation des prestations, pour autant que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initialement présentée.

● 6.10 Cause étrangère

Une cause étrangère désigne un événement indépendant de la volonté des parties et imprévisible lors de la conclusion du marché ou dont les effets ne pouvaient être raisonnablement prévus lors de la signature de celui-ci.

Constituent notamment des causes étrangères :

Des injonctions judiciaires ou administratives d'interrompre ou de suspendre l'exécution du marché.

En cas de survenance d'une cause étrangère, les parties se réunissent pour étudier de bonne foi l'impact de la cause étrangère sur l'exécution des présentes.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

● 6.11 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

● 6.12 Force majeure

Au sens du présent accord-cadre, est considéré comme événement de force majeure ou assimilable, toute circonstance ou fait réunissant les trois conditions suivantes : extérieur aux parties et indépendant de leur volonté, imprévisible ou inévitable et irrésistible c'est à dire qui ne peut être empêché par les parties malgré tous les efforts et diligences raisonnablement possibles. Le service est assuré en permanence par le titulaire sauf cas de force majeure dans les conditions définies par la jurisprudence ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- conditions ne permettant pas de respecter les conditions d'hygiène, de sécurité et d'environnement par des mesures normales,
- tout fait ou tout événement qui mettrait le titulaire dans l'impossibilité matérielle d'exécuter

tout ou partie de ses engagements ou qui ne lui permettrait pas d'empêcher la survenance d'un dommage et notamment guerre, émeute, terrorisme, mouvements populaires, difficultés d'approvisionnement en matériels et fournitures dues à des ruptures de stock générales, etc. Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché, dans la mesure où un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure. Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais. Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du même CCAG.

● 6.13 Propriété intellectuelle

L'Administration n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle sur les résultats et documents obtenus ou produits dans le cadre du présent marché. Elle dispose néanmoins d'un droit d'utilisation sur les résultats et les livrables fournis dans le cadre de l'accord-cadre.

6.13.1 Propriété des résultats

Les résultats, rapports, études, données et autres livrables produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont dénommés "les résultats". Le présent article déroge à l'article 35 du CCAG-PI.

6.13.2 Droits d'utilisation de l'Administration

L'Administration dispose sur les résultats des droits d'utilisation incluant notamment :

- le droit de reproduction, intégrale ou partielle, par tout procédé et sur tout support ;
- le droit de publication et de diffusion auprès de tiers, sous toute forme, y compris numérique ;
- le droit d'exploitation pour ses besoins propres ou dans le cadre de ses missions de service public.

Ces droits sont concédés à titre non exclusif et sont inclus dans les prix des marchés subséquents.

6.13.3 Droits d'utilisation du titulaire

Le titulaire conserve la possibilité d'utiliser les résultats pour ses propres besoins ou pour la diffusion des résultats des marchés subséquents à des fins de recherche ou d'études à caractère scientifique, sous réserve que cette utilisation ou diffusion :

- soit strictement non commerciale ;
- ne donne lieu à aucune rétribution ou contrepartie financière ;
- respecte les droits moraux des auteurs ;
- mentionne explicitement que les études ont été financées par les ministères sociaux et fasse apparaître explicitement le logo de la DREES et de la DSS.

Toute diffusion par le titulaire devra être préalablement portée à la connaissance de l'Administration.

6.13.4. Garanties du titulaire

Le titulaire garantit que les résultats livrés dans le cadre du présent marché ne portent pas atteinte aux droits de tiers, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de revendication par un tiers, le titulaire s'engage à indemniser intégralement l'Administration pour tout préjudice subi.

7 DEROGATIONS AU CCAG PI

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait référence	Objet de la dérogation
2.8	4	Liste des documents contractuels
2.11	3.4.1	Représentation du titulaire
4.12	3.4.3	Remplacement des intervenants
4.6.1 et 4.6.2	14.1.1	Pénalités
4.6.3	14.1.2	Plafonnement des pénalités
4.6.4	14.1.3	Exonération des pénalités
3.6	10.2.3	Révision des prix
10	35	Droits de propriété intellectuelle